



HAL
open science

Le Parti Socialiste français face au coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili

Renée Fregosi

► **To cite this version:**

Renée Fregosi. Le Parti Socialiste français face au coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili. 2019. halshs-02062925

HAL Id: halshs-02062925

<https://shs.hal.science/halshs-02062925>

Preprint submitted on 10 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Parti Socialiste français face au coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili

Renée Fregosi

Philosophe et directrice de recherche en science politique à l'Université Paris Sorbonne-Nouvelle

Résumé

Après avoir marqué tout au long du gouvernement de l'Unité Populaire, les convergences des situations politiques de la France et du Chili, les socialistes français vont adopter une attitude ambivalente après le coup d'État. Tout en mettant en œuvre une forte solidarité avec les camarades chiliens, les socialistes français vont tendre à affirmer qu'en France, contrairement au Chili, l'expérience d'un gouvernement de la gauche peut réussir pour trois raisons principales : la nature des militaires français, la position géostratégique du pays, la solidité de l'alliance politique. L'évolution du discours à propos des doutes sur les conditions de la mort d'Allende sera à cet égard tout particulièrement significative. La présente étude se fonde notamment sur la presse socialiste de l'époque et des entretiens avec des dirigeants socialistes.

After scoring, all along the government of the Popular Unity, convergences of political situations in France and Chile, the French Socialists will adopt an ambivalent attitude after the coup. While implementing a strong solidarity with Chilean comrades, the French Socialists will tend to say that in France, unlike in Chile, the experience of a government of the left can succeed for three main reasons: the nature of french military forces, geostrategic position of the country, the strength of political alliance. The evolution of discourse about doubts on the conditions of the death of Allende in this regard will be particularly significant. The present study is based in particular on the socialist press of the period and interviews with socialist leaders.

Después de haber marcado durante todo el gobierno de la Unidad Popular, las convergencias de las situaciones políticas de Francia y Chile, los socialistas franceses adoptarán una actitud ambivalente después del golpe de Estado. Al implementar una fuerte solidaridad con los compañeros chilenos, los socialistas franceses tenderán a afirmar que en Francia, a diferencia de Chile, la experiencia de un gobierno de izquierda puede tener éxito por tres razones principales: la naturaleza de los militares Francés, la posición geoestratégica del país, la fuerza de la alianza política. La evolución del discurso sobre las dudas sobre las condiciones de la muerte de Allende será particularmente significativa a este respecto. El presente estudio se basa en particular en la prensa socialista de la época y en entrevistas con líderes socialistas.

Mots clés

Union de la gauche ; mort d'Allende ; militaires ; presse socialiste ; Mitterrand

Union of the Left; death of Allende; military ; Socialist press; Mitterrand

Unión de la izquierda; muerte de Allende; militar prensa socialista; Mitterrand

Introduction

Depuis l'arrivée de Salvador Allende et de l'Unité Populaire au pouvoir au Chili en 1970, le PS français qui a réalisé sa mutation de 1969 (congrès d'Issy-les-Moulineaux) à 1971 (congrès d'Épinay) entretient des liens de plus en plus étroits avec le PS chilien, même si le partenaire officiellement privilégié reste à cette époque le Parti Radical chilien, parti frère de l'Internationale Socialiste et membre également de l'Unité Populaire au Chili.

Les convergences des situations politiques de la France et du Chili, notamment eu égard à l'alliance de gouvernement socialistes/communistes, les proximités idéologiques des deux partis, partis socialistes traversés par des courants différents et comportant une aile gauche importante, et les affinités personnelles entre Allende et Mitterrand produisent une curieuse alchimie qui fondera des liens durables jusqu'à nos jours entre les socialistes chiliens et les socialistes français et qui expliqueront notamment cet élan de solidarité très marqué en France notamment chez les socialistes (mais aussi chez les communistes) après le coup d'État.

Pour analyser l'attitude du PS français face au coup d'État, il faut bien sûr la resituer par rapport à la position du PS vis-à-vis du gouvernement de l'Unité Populaire et d'Allende d'une part, et dans le contexte général, français et international de ces années 70, d'autre part. La documentation de référence pour la présente étude se compose principalement d'entretiens réalisés avec Claude Estier (en 1991 lors d'un voyage au Chili et en 2013 à Paris) et sur son ouvrage de mémoires *J'en ai tant vu*. Claude Estier, journaliste de formation, proche de Mitterrand, très sensible aux questions internationales et notamment aux relations avec l'URSS, semble être en effet un personnage clé pour rendre compte de la perception du PS sur cette question du Chili, tant à propos de « la voie chilienne au socialisme » que du barrage qui lui sera opposé par le coup d'État du 11 septembre 1973.

Par ailleurs, une autre source de qualité est constituée par les différents articles qui traitent du Chili, dans l'hebdomadaire du PS, *l'Unité* depuis le début de sa parution en février 1972 jusqu'en 1983. Les papiers « à chaud » de François Mitterrand sont particulièrement intéressants. Enfin, différentes archives de l'INA et des enregistrements sonores personnels d'émissions de radio ont été mobilisés, restituant d'une part des entretiens radiophoniques de François Mitterrand, Gaston Defferre et Claude Estier à leur retour du Chili en novembre 1971¹, et d'autre part, des reportages sur la période cruciale 72-73 au Chili et des interviews juste après le coup d'État², notamment avec Claude Mossé, journaliste de la radio suisse romande, grand reporter qui avait rencontré Allende à plusieurs reprises.

Le changement entrepris par Allende au Chili depuis son accession à la présidence en novembre 1970 constitue une préoccupation de premier plan pour le PS français en pleine rénovation et notamment eu égard à sa stratégie d'Union de la Gauche avec les communistes et les radicaux. En novembre 1970, Claude Estier fait partie d'un voyage de journalistes organisé au Chili par Marcel Niedergang (spécialiste de l'Amérique latine au journal *Le Monde* et auteur d'un ouvrage qui fera longtemps référence sur la région, *Les*

¹ émission de Yves Mourousy, Inter-actualités de 13h du 18 septembre 1971(Archives sonores personnelles)

² 2 émissions de Yves Mourousy, Inter-actualités de 13h en août 1973 reportage au Chili de Bernard Benyamin (Archives sonores personnelles)

20 Amériques latines³). Le président Allende à peine installé reçoit Claude Estier le 19 novembre, il lui expose sa stratégie et son programme, et lui exprime son souhait de recevoir François Mitterrand.

Dès cette époque, Claude Estier souligne les similitudes entre les situations politiques chilienne et française. Et dans son livre *J'en ai tant vu*, il rapporte ces propos de François Mitterrand entamant son entretien avec Allende lors de la visite au Chili qu'il a faite en novembre 1971, accompagné de Claude Estier et de Gaston Defferre : « Le parti Socialiste français souhaite parvenir à la conclusion d'un programme commun de gouvernement de toute la gauche comme vous l'avez fait vous-même. Ce n'est donc pas par hasard que nous avons réservé au Chili notre premier voyage⁴ ». Le congrès d'Épinay a eu lieu en effet en juin 1971, François Mitterrand y a été élu premier secrétaire sur la ligne stratégique de l'Union de la gauche et le programme commun sera signé en juin 1972. Et en février 1973, les socialistes affirment encore que « ce n'est pas d'hier que la vie politique chilienne présente des traits de ressemblance avec la vie politique française⁵ ».

Lancé début 1972, l'hebdomadaire *l'Unité* se fera d'emblée l'écho de l'intérêt, des inquiétudes et de la solidarité des socialistes français à l'égard de la gauche chilienne dans le contexte de ces années 70 riches d'espoirs, de projets et d'analyses pour le socialisme en France. Dans l'hebdomadaire, les reportages et les analyses sur le Chili s'organisent autour de trois axes de réflexion principaux : les similitudes entre la mise en œuvre par Allende d'un changement révolutionnaire dans la légalité démocratique et le projet français d'une « rupture avec le capitalisme » dans ce même cadre démocratique, libre et pluraliste ; la place des militaires et le rôle des Etats-Unis dans ces contextes de changements politiques radicaux ; la figure d'Allende. Après le coup d'État, ces trois thématiques sont toujours présentes, mais évoluent sensiblement autour de trois questions : comment intégrer la mort d'Allende dans le cadre d'analyse ? pourquoi une entreprise similaire à l'expérience chilienne en France n'aboutirait pas à un coup d'État ? comment concilier la proximité de l'Unité Populaire et de l'Union de la Gauche, soulignée jusque là et la distanciation entre des deux situations différentes d'un point de vue économique, politique et géopolitique ?

1. La figure Allende

Salvador Allende est la figure emblématique de l'Unité Populaire, de ce projet à la fois utopique et sage de « la voie chilienne au socialisme », de cette volonté aujourd'hui épuisée de changer le monde, de changer de société dans la liberté et la démocratie. La mort d'Allende symbolise la fin d'un rêve qui fut aussi celui des socialistes français avant 1981 : « changer la vie ici et maintenant », comme le disait à l'époque l'hymne du PS sur une musique de Mikis Théodorakis (et des paroles de Jacques Atali...). La figure d'Allende et sa mort violente le 11 septembre 1973 vont alors porter ensemble une sorte de contradiction, une ambivalence troublante.

D'un côté, François Mitterrand aimera s'identifier à Allende, leader socialiste qui n'est parvenu à la présidence qu'à la 4^{ème} tentative et qui sera le président d'un gouvernement d'union de la gauche avec les communistes. Et surtout, cette identification donne à

³ Niedergang, Marcel, *Les 20 Amériques latines*. Ed. Le livre de Poche, Paris 1975

⁴ Estier, Claude, *J'en ai tant vu*. (p.133) Ed. du Cherche midi, Paris 2008

⁵ Sorret, Jacqueline, « Une grande révolution », *L'Unité* N°53 du 23 février 1973

François Mitterrand une claire appartenance à la gauche, ce dont certains doutent alors et douteront longtemps. Mais d'un autre côté, la mort d'Allende marque une sorte d'impossibilité du projet du changement radical dans la légalité et surtout, son suicide semble acquiescer définitivement à ce renoncement.

Ainsi donc, la sympathie entre les deux hommes, leurs ressemblances (démocrates avant tout, socialistes, séducteurs, intellectuels sensibles à la philosophie et à la littérature, jusqu'à la « petite taille » et aux lunettes à grosse monture d'écaille comme le dit Gaston Deferre dans le portrait qu'il brosse au lendemain du coup d'État dans une interview à la radio France Inter⁶) viennent renforcer le sentiment de similitude des situations politiques chilienne et française et la proximité entre les partis socialistes chilien et français.

La personnalité d'Allende, ses capacités à gouverner en situation de crise, son abnégation, seront au cœur des analyses et des comptes rendus de l'actualité chilienne tout au long de 1972 et 1973. Notamment à propos de la question des militaires, l'audace d'Allende sera soulignée. Après la fin de grève décisive des camionneurs, lorsque Allende remanie son gouvernement au soir du 2 novembre 1972, l'article de l'Unité annonce : « ceux qui croyaient abattre Salvador Allende en sont pour leurs frais. (...). Dans la composition du nouveau gouvernement, on a surtout retenu l'entrée de trois chefs militaires, dont le général Carlos Prats ⁷ ».

Entre mars 1972 et avril 1973, *l'Unité* publie 8 articles sur le Chili : le premier daté du 17 mars 1972 ainsi que celui de 20 octobre 1972 rendent compte de meetings de solidarité de la gauche politique et syndicale française avec l'Unité populaire ; cinq sont centrés sur l'action d'Allende comme le soulignent souvent les titres (le 8 septembre 1972 « les deux ans d'Allende », le 3 novembre 1972 « Allende tient bon », le 16 novembre 1972, « des généraux pas comme les autres », le 8 décembre 1972, après son discours à l'ONU « le réquisitoire d'Allende », le 6 avril 1973 « Allende change de vitesse ») ; le 8^{ème}, daté du 23 février 1973 intitulé « vers une grande révolution » affirme dans sa première phrase : « Ce n'est pas d'hier que la vie politique chilienne présente des traits de ressemblance avec la vie politique française ».

Et au lendemain du coup d'État, le 12 septembre, François Mitterrand intitule sa tribune dans l'Unité « Salvador Allende ». Sous le coup de l'émotion et « en hâte », comme il le souligne, François Mitterrand centre son propos sur le suicide d'Allende dont il a appris la nouvelle la veille au soir « peu avant minuit ». François Mitterrand se remémore alors sa visite à Allende en novembre 1971 lorsque le président chilien évoque son lointain prédécesseur, José Balmaceda, chassé du pouvoir en 1891 par un des rares coups d'État au Chili et qui s'était suicidé parce que « ce conservateur qui était aussi un légiste ne put supporter l'atteinte au droit ». Allende aurait ainsi poursuivi : « son acte héroïque appartient à la conscience de notre peuple. Je pense qu'en se perdant, Balmaceda a sauvé l'essentiel ». Le journaliste Claude Mossé, interviewé au lendemain du coup à la radio

⁶ interview de Gaston Deferre par Jean Montalbetti, radio France Inter le 12 septembre 1973. Archives Ina en ligne : <http://www.ina.fr/audio/P13240069>

⁷ *L'Unité* du 16 novembre 1972

France Inter⁸ se souvient lui aussi de la petite statuette de Balmaceda sur le bureau d'Allende.

François Mitterrand fait donc ici clairement référence à cet héroïsme dont Allende a fait preuve jusqu'à la fin. Sachant l'importance de la mort et du suicide pour François Mitterrand, on peut interpréter cet hommage à Allende comme une ultime manifestation d'identification avec le personnage.

Mais très vite, le suicide d'Allende sera tu voire nié par l'adoption de la fable d'origine cubaine semble-t-il, de l'assassinat qui semble davantage révolutionnaire que cet acte foncièrement individuel du suicide à l'antique et qui peut être interprété comme un renoncement au projet de l'Unité Populaire. Il est intéressant à cet égard, de suivre l'évolution du mot employé à ce propos dans les articles qui suivent. Tandis qu'au lendemain du coup d'État, François Mitterrand parle clairement du suicide d'Allende, dès le mois suivant, l'hebdomadaire du 18 octobre 1973 n'est plus aussi affirmé en rapportant les propos d'Isabel Allende, la fille du président défunt, qui évoque, en militante socialiste, le coup d'État et la mémoire de son père : « sa conduite conséquente jusqu'à la fin, qui l'a amené pour la défense de son idéal, à tomber en combattant, fait qu'il sera toujours présent dans la lutte du peuple chilien pour résister à la junte fasciste ».

En 1975, François Mitterrand lui même dans sa rubrique *Ma part de vérité*, écrit « Il y a deux ans –cent ans- Salvador Allende était assassiné » et encore en septembre 1976 lors du triste anniversaire à la rubrique *Changer la vie politique* on peut lire : « trois ans jour pour jour après le coup d'État militaire au Chili et l'assassinat de son président constitutionnel Salvador Allende ». Pourtant, en 1978, l'hebdomadaire annonce « une cérémonie solennelle du cinquième anniversaire de la mort du président Allende », « la mort d'un président conséquent jusqu'au bout avec son honneur politique ». Alors que la pouvoir pinochétiste semble se consolider et que le fantasme d'une résistance populaire armée, agité par Régis Debray au lendemain du golpe⁹ commence à se résorber, le temps d'une analyse fondée en vérité historique est revenu.

Et en 1983, alors que le gouvernement Mauroy aborde le tournant de la rigueur, en évoquant « La voie chilienne », l'hebdomadaire revient à sa version initiale : « il y aura dix ans mardi prochain, Salvador Allende se donnait la mort dans son bureau de la Moneda » et publie un texte inédit d'Allende, sur l'indispensable choix de la liberté d'expression dans la réalisation du projet socialiste. On peut y voir un dernier hommage à la proximité des deux visions socialiste chilienne et française mais aussi, dans ce retour à l'évocation du suicide d'Allende, une certaine prise de distance par rapport à l'échec de l'expérience chilienne, que le coup d'État est venu fracasser.

⁸ émission de Yves Mourousi *Inter-actualités* de 13h du 12 septembre 1973 (Archives sonores personnelles)

⁹ voir *L'Unité* N°77 des 21-27 septembre 1973 reprenant en une le titre de l'article de Régis Debray « Le peuple et les armes », où celui-ci écrit notamment : « peut-être pour la première fois depuis de très longues années en Amérique latine, une lutte armée peut se développer avec une base de masse, une base de classe organisée, politiquement mûre, endurcie par les derniers événements ».

Toutefois, il faut signaler une thèse opposée à cette vérité historique officielle définitivement établie depuis 2011¹⁰. Les auteurs de *Cuba nostra : les secrets d'État de Fidel Castro*¹¹, révèlent que Patricio de La Guardia, responsable de la sécurité de Salvador Allende, aurait lui-même affirmé plus tard à Cuba à des amis qu'il avait « éliminé Allende à la Modena sur les ordres de Fidel ». On sait en effet que la garde rapprochée d'Allende était très infiltrée par les Cubains desquels la fille du président Beatriz Allende (une des secrétaires personnelles de son père à la présidence) était très proche à cette époque. Thèse du suicide héroïque ou thèse du révolutionnaire mort au combat, seraient deux mythes façonnés par les services cubains pour entretenir la légende tragique de l'Unité Populaire vouée à l'échec pour ne pas avoir choisi clairement la révolution et la résistance armée. Mais dans la même logique complotiste, on pourrait tout aussi bien considérer que Patricio de La Guardia mente, pour discréditer l'image d'Allende précisément dans ce même objectif de dénigrer l'expérience chilienne.

Quoi qu'il en soit donc des causes réelles de la mort du président Allende dans le palais de la Moneda ce 11 septembre 1973, et les diverses instrumentations possibles par différents acteurs, l'analyse des causes du coup d'État par les socialistes français est, quant à elle, tout à fait intéressante eu égard à ce que l'on pourrait considérer comme une parole qui se veut persuasive, voire performatrice pour le cas français.

2. Coup d'État et vision géopolitique

L'attitude des militaires est une préoccupation constante des socialistes français qui, suivant pas à pas la situation au Chili, partageant les inquiétudes du gouvernement chilien dès son installation en novembre 1970 (comme dans de nombreux pays latino-américains, la prise de fonction d'un président élu et de son gouvernement intervient trois mois environ après l'élection elle-même). Car la première d'une série de tentatives de coups de force articulant complot politique, provocation d'une crise économique et action militaire se manifeste en octobre 1970 avec l'assassinat du général légaliste René Schneider¹², commandant en chef de l'armée de terre et représentant d'une tendance alors majoritaire au sein des forces armées.

Quelques semaines avant, le 4 septembre 1970, Salvador Allende, candidat de l'Unité Populaire (coalition de six partis dont le PS, le PC et le Parti Radical et le MaPu), obtint 36,3% des voix au premier tour de l'élection présidentielle face à Jorge Alessandri, pour le Parti National (34,9%) et Radomiro Tomic, de la Démocratie Chrétienne (27,8%). Aucun candidat n'ayant obtenu plus de 50% des voix, la Constitution prévoit non pas un second tour au suffrage universel mais une élection par le Congrès (généralement du

¹⁰ voir <https://carnetsduchili.wordpress.com/2011/07/19/salvador-allende-le-suicide-confirme/>
« Le juge Mario Carroza a annoncé la nouvelle ce mardi 19 juillet 2011 : « Nous avons la certitude que l'ex-président Salvador Allende Gossens s'est suicidé le 11 septembre 1973. Les experts ont pratiqué de façon très rigoureuse. » (...) L'annonce va dans le sens de la thèse défendue depuis le début par la famille. La sénatrice et fille d' »El Chicho Allende », Isabel Allende, a assuré à la presse que la famille n'avait jamais eu de doute sur ce sujet : « Le rapport confirme ce que nous avons toujours défendu. Devant de telles circonstances extrêmes, il a choisi de mourir pour ne pas être humilié ou subir autre chose. » »

¹¹ Ammar, Alain, *Cuba nostra : les secrets d'État de Fidel Castro*. Vivès, Juan, Machover, Jacobo Ed. Le grand livre du mois, Paris 2005

¹² le 22 octobre le général est victime d'un attentat dont il mourra trois jours plus tard. Voir notamment Schneider Arce, Victor, *General Schneider. Un hombre de honor. Un crimen impune*. Ed. Ocho libros, Santiago du Chili 2010

candidat arrivé en tête mais cela nécessite une majorité de parlementaires). Le Congrès vote pour la candidature de Salvador Allende mais adopte également dans l'urgence plusieurs amendements constitutionnels visant à limiter les pouvoirs du futur gouvernement.

L'arrivée de l'Unité Populaire au pouvoir est en effet considéré comme dangeureuse par une partie des forces politiques au Congrès et même comme illégitime par une partie de la société chilienne et une partie des Forces armées nationales. Mais parmi les militaires, la grande majorité des officiers demeure convaincue que leur rôle est de défendre l'État national quelqu'en soit son gouvernement du moment que celui-ci a été démocratiquement élu. Cette position légaliste sera appelée la « doctrine Schneider » en mémoire de celui qui paya de sa vie l'affirmation de cette position au demeurant normale dans un État de droit. Tout au long des deux années et demi du gouvernement d'Allende, malgré les diverses actions de déstabilisation, les Forces armées resteront fidèles à cette ligne légaliste.

C'est ainsi qu'une opposition virulente et par ailleurs soutenue en sous-main par les agents secrets de la CIA et financée par les multinationales implantées dans le pays, au premier rang desquelles figure le trust de télécom ITT, va accroître progressivement sa pression sur l'Unité Populaire. D'autant qu'une large fraction de la jeunesse de la gauche radicale (du PS lui-même et du MIR notamment), vis-à-vis de laquelle Allende demeure complaisant ou timoré, souhaite accélérer le mouvement et précipiter les changements, soutenant les grèves, organisant manifestations quotidiennes et prônant même l'action violente. En octobre-novembre 1972, la crise est à son comble dans le pays.

En prévision des élections du 4 mars 1973 qui seront décisives, Allende remanie son gouvernement et nomme trois militaires au gouvernement, notamment un homme de confiance au poste de Ministre de l'intérieur le commandant en chef des Forces armées, le général Prats. L'hebdomadaire des socialistes français titre alors « Des généraux pas comme les autres¹³ » pour insister sur le caractère absolument légaliste et fiable des ces généraux fidèles à Allende. Et l'article de poursuivre : « l'ensemble de l'armée a fait corps pendant toute la crise avec le gouvernement de Salvador Allende parce qu'il est légitime et parce qu'elle est par définition, le soutien de la légitimité¹⁴ ». Toutefois, cette conviction semble mitigée chez les socialistes français, si on en croit le titre d'un autre article dans le même numéro du journal : « Dorloter les militaires ».

Peu à peu en effet, le consensus au sein des Forces armées chiliennes se défait cependant, le camp des putschistes se renforçant lentement sous un action continue d'éléments d'extrême droite mal identifiés à l'époque par le gouvernement d'Allende. Ainsi, au lendemain des élections législatives de mars 1973 qui voient un renforcement des positions des partis de l'Unité Populaire (qui obtient 44% des suffrages) mais sans lui permettre d'atteindre la majorité absolue en sièges, Allende effectue le 26 mars un remaniement ministériel au cours duquel « les trois ministres militaires cèdent la place de bonne grâce à leurs successeurs et recueillent remerciements et applaudissement unanimes¹⁵ ». Et la demande d'Allende à Prats de renoncer à son poste de commandant

¹³ *L'Unité* N°38 du 18 novembre 1972

¹⁴ *L'Unité* N°38 du 18 novembre 1972

¹⁵ *L'Unité* N°59 du 6 avril 1973

en chef des Forces Armées ainsi que la nomination du général Augusto Pinochet le 23 août 1973 confirment sans doute à la fois un certain désarroi (après le coup d'État manqué du 20 août précédent et dans une atmosphère très tendue notamment par une nouvelle série de grèves), et un manque de clairvoyance quant au rapport de forces parmi les militaires.

Le coup d'État réussi du 11 septembre 1973, après l'échec d'un putsch le mois précédent (mené par l'aviation) et la tentative de coup de force menée par le groupe d'extrême droite *Patria y Libertad* le 28 juin 1973, est en effet l'aboutissement de la convergence de trois grands facteurs : d'une part une volonté de revanche politique de la part de la Démocratie Chrétienne et de la droite chilienne à nouveau réunies ; d'autre part, un sabotage économique concerté entre certains secteurs conservateurs du patronat national et des intérêts étrangers mis à mal par l'Unité Populaire, sapant dans ce domaine les succès des deux premières années du gouvernement Allende (taux de croissance de 9% puis de 7%) ; enfin, une dégradation progressive de la position initialement dominante au sein des forces armées de soutien au gouvernement légitime, travaillée par une conspiration savamment ourdie du cœur même du haut commandement.

Parmi ces acteurs du coup d'État, les socialistes français privilégieront dans leurs analyses, d'une part les militaires, d'autre part, l'action des multinationales et les États-Unis en général. À cet égard, les articles de novembre et décembre 1972 sont tout à fait éclairants et la rubrique de François Mitterrand du 25 septembre 1973 est explicite : à la question « l'armée française est-elle ou non au service du capitalisme ? », François Mitterrand répond : « la majorité des officiers n'éprouvent aucun sentiment d'allégeance à l'égard du capitalisme. (...) Ils ne servent pas l'argent, qu'ils n'ont pas, qu'ils n'aiment pas. (...) L'auguste Pinochet lui-même et ses petits césars s'y prendront à deux fois avant de rendre le cuivre chilien aux trusts américains du Nord. (...) Le devoir et l'intérêt de la gauche se confondent : il lui revient d'expliquer que la politique qu'elle propose tend précisément à préserver de l'occupation ennemie, je veux dire du rapt déjà commencé de la plupart de nos ressources par le capitalisme multinational. Lequel de nos généraux monterait au créneau pour les beaux yeux d'ITT ? » Et dans l'interview qu'il donne à la radio France Inter¹⁶ au sortir d'une manifestation de protestation devant l'ambassade du Chili à Paris le 12 septembre, François Mitterrand réintègre le rejet de l'hypothèse d'un coup d'État en France.

Claude Estier pour sa part, dans *L'Unité* du lendemain du coup, soulignait à nouveau le fait que « les forces réactionnaires du Chili [étaient] directement encouragées par Washington » et « prêtes à tout pour renverser un pouvoir coupable à leurs yeux d'avoir porté atteinte aux intérêts des classes privilégiées et des sociétés monopolistiques ». Il poursuivait en rappelant « le blocus du Chili » organisé par les États Unis et leur « soutien actif » au coup d'État grâce notamment à « des agents de la CIA installés au nombre de plusieurs centaines à Santiago¹⁷ ».

Il s'agit donc d'une part, de convaincre les militaires français de leur intérêt objectif à soutenir un futur gouvernement de gauche en France et de montrer aux États-Unis qu'ils

¹⁶ Archives Ina en ligne : <http://www.ina.fr/audio/PHF08004820/inter-actualites-de-19h00-du-12-septembre-1973-audio.html>

¹⁷ *L'Unité* N°76 du 14 septembre 1973

ne pourront pas mettre en œuvre en France le même type de souveraineté limitée qu'ils ont pu instaurer au Chili. Pour cela deux thèmes sont principalement mobilisés. D'une part, l'appartenance à l'Europe et à ses traditions sociales-démocrates ; à cet égard, l'article sur le socialisme suédois¹⁸ qui vient en contrepoint de plusieurs articles sur le Chili dont celui de Régis Debray favorables à la riposte armée au coup d'État, est significatif. Rapportant les paroles d'Olof Palme qui vient de reconduire son gouvernement social-démocrate avec le soutien des communistes, l'article conclut : « On parle souvent du « modèle suédois ». personnellement j'ai toujours réagi contre cela. Car un modèle suppose quelque chose d'atteint, de parachevé (...). Mais ce dont par contre on peut parler, c'est d'une méthode de travail suédoise. L'expérience suédoise pourrait peut-être servir comme preuve de la possibilité du progrès social. Il est possible, en collaboration avec les grands groupes de salariés, de changer la société d'une façon démocratique. »

Par ailleurs la spécificité de l'Europe développée par rapport au Chili certes en voie de développement mais appartenant à un continent extrêmement dépendant économiquement, sera soulignée. Ainsi François Mitterrand dans son interview à la radio France Inter à l'issue de la manifestation unitaire de protestation de la gauche française devant l'ambassade du Chili le 12 septembre 1973 : « on ne peut pas assimiler le processus politique et économique dans un pays comme la France qui appartient au monde hautement industrialisé avec ce qui se passe dans les pays en mouvement (...) qui appartiennent à un monde qui n'est pas le nôtre ».

D'autre part, la place spécifique de la France en Europe occidentale, depuis De Gaulle, eu égard à ses rapports particuliers avec l'URSS est utilisée dans toute sa complexité (contrepois dans la logique des blocs mais également contre-modèle anticapitaliste du socialisme démocratique qui par ailleurs dénonce la répression soviétique). Sur ce dernier point, l'alliance électorale avec le PCF est tout autant une garantie qu'elle est un handicap.

Conclusion

Sur cette dernière question, on pourra évoquer essentiellement des choses bien connues et évidentes. L'Unité populaire chilienne est une sorte de préfiguration de l'Union de la gauche française et la loyauté des communistes chiliens à l'égard d'Allende une sorte de prévention pour les socialistes français d'une trahison redoutée des communistes français. La modération des communistes par rapport aux positions aventuristes des socialistes au Chili semble également une référence pour un futur gouvernement de la gauche en France après l'expérience du Front populaire et des positions jusqu'aboutistes du PCF à l'époque.

Les actions de solidarité à l'égard de l'ensemble de la gauche chilienne persécutée sans distinction par la junte militaire permettront à leur tour de renforcer les liens entre les membres de l'Union de la gauche en France. Dans la lutte commune contre un ennemi lointain et des camarades en exil, une fraternité renaîtra en effet entre socialistes et communistes français plus forte sans doute encore que ne l'auraient fait de simples

¹⁸ *L'Unité* N°77 du 21 septembre 1973 article signé de Olof Palme : « L'enjeu suédois »

actions communes de propagande, au demeurant mises en œuvre par ailleurs sur d'autres thèmes dans de nombreux quartiers et régions de France.

C'est donc bien une véritable dynamique complexe qui s'est mise en mouvement dans cette relation riche et ambivalente entre socialistes français et chiliens à partir de l'Unité Populaire dès fin 1970 et du coup d'État du 11 septembre 1973, à partir de ces trois éléments principaux : la figure d'Allende, le coup d'État contre la voie démocratique au socialisme, la solidarité de la gauche unie.